



Programmes des Ateliers-débats de l'Université du Bien commun à Paris de février à mai 2019

A la Maison du Libre et des Communs de Paris, 226 rue Saint-Denis, 75002 Paris. Métro Strasbourg Saint-Denis. (Métro - Lignes 4,8,9) de 15h à 18h30

Entrée libre et gratuite (dans la limite des places disponibles).

Inscriptions : universitebiencommun@gmail.com

Nouveauté : Retrouvez la sonothèque radiophonique de l'Université du Bien Commun sur le lien suivant : <https://audioblog.arteradio.com/blog/98891/universite-du-bien-commun-a-paris>

Samedi 2 février

Paris/Chamonix : l'air, un bien commun ? Interventions, extraits vidéo, débats, verre de clôture.

Avec **Anne Lassman-Trappier** (Présidente de l'association *Inspire* qui œuvre pour une meilleure qualité de l'air au Pays du Mont-Blanc et membre du Conseil National de l'Air), **Bernard Jomier** (Médecin, Sénateur de Paris mobilisé sur les questions de pollution et de santé) et **Olivier Blond** (Président de *Respire*, association nationale pour la prévention et l'amélioration de la qualité de l'air).

Session proposée et animée par **Corinne Ducrey** (Festival *Chemin faisant* de Chamonix) et **Yovan Gilles** (*Les périphériques vous parlent*).

L'air comme bien commun ? La question pourrait sembler naïve. Mais si l'on considère qu'en Chine, affectée sévèrement par les pollutions urbaines aux particules fines et ultrafines, on commercialise dorénavant des bouteilles d'air « propre » capturé dans les Rocheuses canadiennes, cette question prend alors tout son sens.

Selon l'OMS (2018), 92 % de la population mondiale est exposée quotidiennement à un air contenant de hauts niveaux de polluants qui tuent 7 millions de personnes par an. Dans ce contexte, la réorientation des politiques industrielles et de transports à l'échelle autant mondiale que locale, implique une refonte écologique des modes de production et de déplacement. Mais elle se heurte à la pression de puissants lobbys biaisant et entravant bien souvent la décision politique en matière de prévention de santé publique. Celui du transport routier notamment qui freine l'action publique au pays du Mont-Blanc où la pollution génère une surmortalité humaine et animale. Par ailleurs on ne peut ignorer non plus les réticences des populations dès lors qu'il s'agit de changer ses comportements et ajuster son mode de vie à des contraintes vitales et environnementales dégradées.

Entre les avancées significatives à Paris avec le plan parisien de santé environnementale ces dernières années et les problèmes sanitaires qui affectent la vallée de l'Arve et le pays du Mont-blanc alors que le deuxième Plan de Protection de l'Atmosphère attend encore son adoption et sa mise en œuvre, cette session sera l'occasion de mettre en perspective, avec nos invités, les actions et les stratégies engagées en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air, sans oublier la question des inégalités territoriales devant la pollution aux microparticules.

Samedi 9 février

Biens communs, critique du numérique et enjeux démocratiques

Projection/interventions/débat/verre de clôture proposés par le media indépendant *Sciences Critiques* (site d'information et de réflexion critique participatif sur les sciences). Animation **Anthony Laurent** et **Edouard V.Piely**.

En présence de **Philippe Borrel** (réalisateur), **Isabelle Attard** (députée entre 2012 et 2017) et **Félix Tréguer** (chercheur et membre-fondateur de l'association La Quadrature du Net).

A cette occasion, est présenté, **en avant-première** parisienne, le nouveau film de Philippe Borrel, "**La Bataille du Libre**" (87 min), produit par Jérémy Zelnik et Tancredi Ramonet (Temps Noir) – la version cinéma du documentaire "Internet ou la révolution du partage" (55 min) qui sera diffusé sur Arte courant 2019.

samedi 23 mars 2019

Travail et commun : repenser le concept de travail au XXIe siècle, au prisme du commun

Session proposée par *Réseau Roosevelt Paris-Ile-de-France*, animée par **Annie Flexer** et **Bruno Lamour** Interventions, débat, verre de clôture

Avec :

Maëlle Ramage (historienne) – Perception du concept de travail au Moyen-âge : Quels étaient le sens et la place du travail au Moyen-âge, au regard du commun, et comment s'est construite la perception que nous en avons aujourd'hui.

Sidi Mohammed Barkat (philosophe) – Déconstruction du concept de travail au XXI^e siècle : Quels sont les fondations de notre perception contemporaine du travail et comment repenser le concept de travail face aux enjeux planétaires et au développement technologique du XXI^e siècle.

Thomas Coutrot (économiste) – Perspective : Construire le travail autogouverné comme un bien commun

Samedi 6 avril 2019

Le Commun et la notion de Relation

Nous organisons d'abord un débat pour aborder ces notions sous l'angle théorique, et pour les illustrer ensuite par des aspects plus concrets. Les problématiques que la notion de « Relation » pose sont à la fois de nature épistémologique, paradigmatique et pratique. Elles questionnent notre façon de gérer nos ressources communes, mais aussi de considérer nos comportements, nos interactions, nos apprentissages, notre savoir, et ce que nous voulons faire ensemble. Ce concept de « Relation » favorise ainsi une pensée structurante, car il offre des principes de réflexion, des critères de jugement, des lignes directrices pour l'action.

Introduction : **Yovan Gilles** (Les périphériques vous parlent), intervention poétique à propos d'un penseur de la notion de Relation : Edouard Glissant. **Violaine Hacker** (Common Good Forum), présentation des problématiques : la pensée du Bien commun, inspirée du triptyque de Gaston Fessard sur les différentes communautés.

1ère partie : la notion de relation et ses implications concrètes par **Jacques Legoff** (Professeur de droit social et de philosophie du droit, Président de l'association des Amis d'Emmanuel Mounier).
Echanges avec le public.

2ème partie : La notion de relation et ses déclinaisons concrètes par **Stéphane Vincent** (Cofondateur / directeur, La 27^e Région); **Françoise Ferrand** (Mouvement international ATD Quart Monde, Référente pédagogique des programmes européens Quart Monde-Université et Quart Monde, Partenaire Co-animatrice du Réseau Wresinski Participation, Croisement des Savoirs); **Marine Gauvain**, artiste chez Ayya et **Pierre Spielewoy** (jeune chercheur en droit et en anthropologie, co-président de l'association Ayya, mouvement promouvant l'écologie relationnelle.)
Echanges avec le public

samedi 18 mai 2019

Les communs au prisme des "droits de la nature"

Humains et non-humains : vers de nouveaux agencements socio-écologiques

Session proposée par *Sylvia Fredriksson*, animée par **Sylvia Fredriksson et Nicolas Loubet**.

De la Nouvelle-Zélande à l'Inde, nous assistons ces dernières années à une multiplication des dynamiques visant à doter les forêts, rivières et montagnes de droits opposables devant les tribunaux pour les protéger face aux tentatives d'appropriation et d'exploitation abusives. En Bolivie ou en Equateur, ces « droits de la nature » sont inscrits depuis 10 ans déjà dans les constitutions, en lien avec la figure de la Terre Mère (Pacha Mama) et la notion de Buen Vivir (Bien Vivre). L'ampleur de ce mouvement dépasse les seuls pays du Sud, puisque plusieurs villes aux Etats-Unis ont d'ores et déjà adopté des régulations basées sur la reconnaissance des droits de la nature, en écho à des revendications formulées dès les années 70.

Les finalités poursuivies par ce mouvement semblent proches de celles qui se trouvent au fondement des Communs et des luttes séculaires menées aux quatre coins du Globe contre les phénomènes « d'enclosure ». On peut songer aux mouvements agissant pour la reconnaissance de l'eau comme bien commun, à des initiatives visant à instituer des forêts ou des bassins versants comme des Communs ou aux combats des paysans pour la préservation des droits d'usage sur les semences traditionnelles. En France, le terme est récemment réapparu à Notre-Dame-des-Landes, dont les habitants ont revendiqué la qualité de « Laboratoire des Communs » pour légitimer la poursuite de l'occupation au-delà de l'abandon du projet d'aéroport. Une tentative est d'ailleurs toujours en cours pour racheter une partie des terres de la ZAD afin de les ériger en propriété collective et poursuivre la « pratique des Communs » sur ce territoire. La connexion avec les « droits de la nature » est ici évidente et elle s'exprime par exemple dans le célèbre mot d'ordre des Zadistes de Notre-Dame-des-Landes, qui en porte la trace : « Nous ne défendons pas la Nature ; nous sommes la Nature qui se défend ».

Si le monde académique et la sphère militante se sont emparés des Communs pour porter de nombreuses revendications en matière d'écologie, les analyses croisant explicitement la thématique des Communs avec celle des « droits de la nature » sont encore assez rares, alors même que leur mise en relation fait surgir des questions importantes.

Cette rencontre propose donc de mettre en perspective les théories des communs au prisme de l'émergence des « droits de la nature » et de débattre des leviers actionnables pour faire commun "avec" les êtres bio-physiques avec lesquels nous cohabitons.

Programme

15 h - Introduction : Écrire les communs. Éthique des fins, éthique des moyens.
par **Sylvia Fredriksson**

15 h 30 - 1ère partie : Revisiter les théories des communs, mises en débat par l'anthropocène et l'émergence des « droits de la nature »
Quelles sont les forces et les limites des théories des communs dont nous héritons pour penser les droits de la nature ? Quels en sont les implicites et les alternatives ?
*Interventions de **Lionel Maurel, Alexandre Monnin***
*Modération et documentation **Nicolas Loubet et Sylvia Fredriksson***
Débat avec le public
Pause

17 h - 2ème partie : Les communs en action(s) vers de nouveaux agencements socio-écologiques
Comment revisiter les formes de propriété consubstantielles aux dynamiques d'appropriation de la nature ? De quelles institutions avons-nous besoin pour accueillir ces nouvelles approches des communs ? Quelles sont les formes institutionnelles compatibles avec ces nouvelles ontologies relationnelles ? Quelles perspectives d'implantation des droits des non-humains dans nos systèmes juridiques ?
*Interventions de **Lionel Maurel, Alexandre Monnin***
*Modération et documentation **Nicolas Loubet et Sylvia Fredriksson***
Débat avec le public

18 h 15 - Conclusion et perspectives

Intervenants

Alexandre Monnin : *Directeur Scientifique d'Origens Media Lab, Enseignant-Chercheur en école de management et Président de l'association Adrastia. Docteur en philosophie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sa thèse a porté sur la philosophie du Web. Sa recherche porte sur les enjeux ontologiques du Web et du Web sémantique, l'Anthropocène et la fin du numérique ou encore la question de la coopération et des communs.*

Lionel Maurel : *Juriste de formation et conservateur de bibliothèques, en poste à l'Institut National des Sciences Humaines et Sociales (INSHS) du CNRS, où il occupe les fonctions de directeur adjoint scientifique en charge des questions d'information scientifique et technique (IST). Auteur du blog S.I.Lex depuis 2009, il est spécialisé dans les questions de propriété intellectuelle et de droit du numérique. Ses champs de recherche couvrent la propriété intellectuelle (principalement le droit d'auteur), le droit de l'Internet et le droit de l'information, le droit de la culture, les licences libres et la culture libre, l'édition numérique, l'Open Access, l'Open Data, la protection des données personnelles et de la vie privée, la questions des Communs. Lionel Maurel est membre du Comité de la prospective de la CNIL, du Comité Scientifique et Technique du CCSD et du Comité pour la Science Ouverte. Co-fondateur du collectif SavoirsCom1 dédié aux politiques publiques des Communs de la connaissance, il est également membre fondateur de la Quadrature du Net, association de défense des libertés dans l'environnement numérique.*

Nicolas Loubet : Chercheur en géosciences de formation, autodidacte des pratiques numériques et actif dans des communautés contributives depuis 2009. Il est actuellement enseignant-chercheur et concepteur de programmes de recherche (DAISEE) pour la coopérative Oxamyne (Oxalis & La MYNE). Il a cofondé les sociétés Umaps, Bluenod et co-animé le média social Knowtex.

Sylvia Fredriksson : Designer et chercheur, ses travaux portent sur les relations entre design, technique et politique. Elle contribue aux travaux de plusieurs collectifs (SavoirCom1, Remix The Commons, Open Knowledge Foundation) entourant la question des